



L'UE ne doit pas être le complice des pertes humaines vécu en mer et des violations des droits aux frontières européennes

Une fois de plus, des dizaines de personnes ont perdu la vie aux frontières européennes, car l'UE ne permet pas aux personnes en quête de protection d'atteindre l'Europe en toute sécurité.

On estime que des centaines de personnes ont disparu et ont perdu la vie à la suite de la récente tragédie vécu proche des côtes grecques; selon les informations, de nombreuses femmes et enfants qui étaient gardés sous le pont du bateau de pêche qui transportait des passagers en surcapacité auraient fait parti des morts. Les autorités de certains Etats membres savaient que le navire était en danger 1 quelques heures avant que le navire chavire, et un avion de Frontex était sur les lieux 2.

Ces drames humains se produisent quotidiennement aux frontières terrestres et maritimes de l'Europe. Le premier trimestre de cette année a été le plus meurtrier en Méditerranée centrale vécu durant ces six dernières années 3.

Les organismes de surveillance 4 des droits de l'homme, les organisations de la société civile, les Nations unies 5 et d'innombrables journalistes d'investigation ainsi que les principaux médias 6 ont documenté les violations des droits de l'homme,

1 Voir . <https://alarmphone.org/en/2023/06/14/europes-shield/>

2 <https://www.dw.com/en/greece-says-79-dead-in-migrant-boat-sinking/a-65910893>

3 <https://news.un.org/en/story/2023/04/1135577>

4 <https://www.coe.int/en/web/commissioner/-/pushed-beyond-the-limits-urgent-action-needed-to-stop-push-back-at-europe-s-borders>

5 <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/sr-migrants/report-means-address-human-rights-impact-pushbacks-migrants-land-and-sea>;
<https://www.iom.int/news/iom-calls-end-pushbacks-and-violence-against-migrants-eu-external-borders>

Déclaration conjointe des ONG – 16 juin 2023

les refoulements ⁷ et les échecs systématiques à s'engager dans la recherche et le sauvetage qui sont désormais devenus de facto la politique de gestion des migrations de l'UE. Des centaines de rapports et de soumissions de preuves ont été publiés, y compris ceux basés directement sur les témoignages de témoins et de survivants.

Les organisations ont plaidé sans relâche auprès de la Commission européenne, des Etats membres et des décideurs politiques européens pour adopter des mesures visant à mettre fin aux violations des droits de l'homme et aux morts insensées aux frontières de l'UE.

Au lieu de cela, certains Etats de l'UE ont considérablement réduit la capacité de recherche et de sauvetage (SAR) ⁹ en mer et restreint ⁸ les opérations SAR de la société civile. Cela signifie qu'une assistance rapide et efficace ne peut pas être fournie aux migrants en détresse, au mépris flagrant des obligations internationales en matière de SAR.

En outre, la semaine dernière, les Etats membres ont convenu une réforme du système européen d'asile et de migration, qui repose sur la dissuasion et la détention systématique aux frontières de l'UE, ce qui incitera très probablement à davantage de refoulements et de décès en mer, mais les mécanismes de surveillance des frontières établis de cette manière ne sont ni indépendants ni efficaces ¹⁰. Cela ne fera que pousser les personnes fuyant la guerre et la violence vers des itinéraires encore plus dangereux et causer plus de morts inutiles. Pendant ce temps, les Etats membres de l'UE continuent de s'appuyer sur des accords non transparents valant des milliards avec des pays tiers, dans le but de se débarrasser de leurs responsabilités en matière d'asile.

Nous formulons un appel pour que soit réalisée une enquête approfondie sur ces décès, en particulier sur le rôle des Etats membres de l'UE ainsi que sur l'implication de Frontex. Nous demandons instamment à la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, de prendre enfin une position claire sur le cimetière ouvert aux frontières terrestres et maritimes de l'Europe, et de tenir les Etats membres responsables. Nous formulons un appel pour qu'un système d'asile européen qui garantisse aux personnes le droit de demander une protection dans le plein respect de leurs droits soit constitué. L'UE devrait abandonner le discours consistant à rejeter la responsabilité des naufrages sur les passeurs et cesser de voir des solutions uniquement dans le démantèlement des réseaux criminels. Nous demandons instamment à l'UE et aux Etats membres de mettre en place des opérations de recherche et de sauvetage proactives et dirigées par les Etats en mer Méditerranée.

Pendant trop d'années, nous avons entendu des mots vides de la part de la Commission européenne et des Etats membres de l'UE, étant « préoccupés », « attristés » et « consternés » par la perte de vies humaines sans agir. Cette fois doit être différente. Il est temps de protéger enfin la vie et les droits des personnes en quête de sécurité en Europe.

⁷<https://pro.drc.ngo/resources/news/protecting-rights-at-borders-vi-what-we-do-in-the-shadows/>;
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/04/lithuania-legalizing-illegal-pushbacks-gives-green-light-to-torture/>;
<https://www.hrw.org/news/2023/05/03/croatia-ongoing-violent-border-pushbacks>

<https://www.oxfam.org/en/research/bimonthly-bulletin-refugees-and-migrants-greece>;
<https://www.msf.org/greece-pushbacks-detention-and-violence-towards-migrants-lesbos>;
https://www.gcr.gr/media/k2/attachments/GCR_Pushback_Criminalization_Report.pdf

⁸<https://sea-watch.org/en/statement-by-civil-rescue-organizations-new-italian-government-decree/>

⁹<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/02/italy-proposed-new-sea-rescue-law-puts-more-lives-risk-turk>

¹⁰<https://euobserver.com/migration/157070>;
<https://borderviolence.eu/reports/joint-statement-on-croatias-independent-border-monitoring-mechanism/>

Signature

Amnesty International

Conseil danois pour les réfugiés

HIAS Europe

Human Rights Watch

Comité international de sauvetage

Médecins Sans Frontières

Enfants disparus Europe

Oxfam

Sauver les enfants

SOS Villages d'Enfants International